

Menaces sécuritaires dans le Maghreb Nécessité d'une approche maghrébine commune

Dans le cadre du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union du Maghreb Arabe sur la sécurité dans la région, ouvert lundi à Alger, les pays participants sont unanimes quant à la nécessité d'une coopération bilatérale et régionale pour juguler toute menace.

Les pays du Maghreb doivent mettre en place une approche maghrébine commune afin de faire face à toutes les menaces qui pèsent sur eux, a déclaré lundi à Alger le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, à l'ouverture des travaux du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union du Maghreb arabe (UMA), consacré aux questions de sécurité.

“Cette réunion importante, la première du genre sur la problématique de la sécurité dans la région, traduit la volonté et la détermination d'examiner et de relever les défis sécuritaires qui se posent à notre espace maghrébin”, a souligné M. Medelci.

Selon le chef de la diplomatie algérienne, la conjoncture exige “davantage d'efforts en faveur du renforcement de la coopération bilatérale et régionale pour faire face aux défis actuels”.

Faire face au terrorisme

Parmi ces défis, la lutte contre le terrorisme. “L'activité terroriste dans la région du Maghreb constitue une grande menace pour la paix et la stabilité régionales”, a souligné le ministre algérien qui rappelle l'existence de liens entre les groupes terroristes et les réseaux criminels.

Les ministres maghrébins devront également tenir compte de la situation sécuritaire dans la sous-région du Sahel, notamment celle qui prévaut au Mali et qui a des “répercussions directes” sur les pays voisins. Une réalité qui n'a pas échappé au ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Saad Dine El Otmani.

“Notre réunion d'aujourd'hui constitue une opportunité réelle pour la concertation sur les moyens efficaces de renforcer la coopération sécuritaire entre les pays de l'Union du Maghreb arabe, et ce dans le cadre d'une large stratégie régionale intégrée entre l'espace maghrébin et les espaces voisins, en particulier la région du sahel et du Sahara.”

Saad Dine El Otmani, ministre des Affaires étrangères et de la coopération.

Le chef de la diplomatie marocaine a appelé dans ce sens à l'échange d'informations, d'expertises et des expériences réussies. Pour lui, les pays du Maghreb doivent considérer la dimension sécuritaire comme l'une des composantes de l'intégration maghrébine.

Saad Dine El Otmani a également souligné la nécessité de préserver les structures institutionnelles de l'UMA en charge de la coopération sécuritaire: le conseil des ministres de l'Intérieur, celui des affaires judiciaires et juridiques et les réunions des chefs de la police, ainsi que le Forum des cinq.

L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye font partie de l'UMA, une organisation créée en 1989 mais restée en panne, en raison notamment du conflit du Sahara qui oppose Alger et Rabat. Mais les deux pays ont récemment décidé aux côtés de la Tunisie de relancer l'UMA.